

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Prestations d'entretien des locaux du Centre INRAE de Dijon Bourgogne -  
Franche-Comté – sites de Dijon, de Bretenière et de Poligny

*Le marché est un accord cadre à bons de commande passé selon une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 alinéa 3 et L. 2125-4, du Code de la Commande Publique (de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018) et R 2123-1 à R2123-8 et R2162-1 et suivants et R.2191-12 à 15 (du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018).*

Marché n° :  
Notifié le :



## **ARTICLE PREMIER- OBJET DU MARCHE**

Ce présent marché a pour objet l'exécution des travaux de nettoyage courant des locaux et des vitres des locaux situés sur les sites de :

- Dijon et Bretenière en Côte d'Or
- Poligny dans le Jura

Ce marché est constitué de 2 lots :

Lot 1 : Entretien des locaux pour les sites de Dijon (21 000) et de Bretenière (21 110)

Lot 2 : Entretien des locaux du site de Poligny (39 800)

Toute modification du C.C.A.P. et de ses annexes fait l'objet d'un avenant au marché, signé des deux parties. Un avenant ne peut être conclu que dans les conditions stipulées à l'article R.2194-7 du Code de la commande Publique.

## **ARTICLE 2- CLAUSE SOCIALE**

### **2.1 Lutte contre l'illettrisme**

L'illettrisme et le déficit de compétences de bases constituent un phénomène de société impactant une majorité de secteurs professionnels. Frein social indéniable pour les personnes concernées, il est, en contexte professionnel, une source d'augmentation des risques relatifs à la santé et la sécurité au travail. Les compétences de base, appelées aussi compétences clés ou compétences fondamentales, représentent un ensemble de compétences nécessaires à un individu pour faire face de manière autonome aux situations de la vie courante. Dans le monde du travail, les compétences de base sont constamment mobilisées dans toutes les situations professionnelles, quel que soit le poste occupé et le niveau de qualification.

La lutte contre l'illettrisme et les formations de base répondent à l'obligation d'adaptation des salariés à leur poste de travail qui incombent à l'employeur. Les actions de lutte contre l'illettrisme prévues à l'article L6111-2 du code du travail impliquent notamment le concours des services publics et des entreprises, s'agissant de la mise en œuvre d'actions relatives à la formation professionnelle.

Dans le cadre de sa politique d'achat responsable, et en s'appuyant sur les partenaires clés que sont les entreprises attributaires, INRAE a souhaité inscrire une clause sociale relative à la lutte contre l'illettrisme dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

INRAE entend sensibiliser les candidats et son futur titulaire, sur la question du repérage des salariés en situation d'illettrisme affectés à la réalisation du contrat, et accompagner le futur Titulaire sur cet enjeu, grâce à la mise à disposition de ressources et de services spécifiques.



## 2.2 Mise en oeuvre

Dès lors, pour chacun des lots 1 et 2, INRAE demande que, dans le cadre de l'exécution du contrat, le titulaire s'engage ainsi à réaliser son propre diagnostic sur l'outil en ligne Evagill Diagnostic de prévention pour la gestion de l'illettrisme en entreprise ([www.evagill.fr](http://www.evagill.fr)).

Chaque candidat s'engage à :

- Réaliser le diagnostic de prévention des risques d'illettrisme Evagill développé par l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI).
- Communiquer ses coordonnées de contact à l'issue de l'autodiagnostic, pour :
  - Recevoir une attestation de réalisation du diagnostic (mail de notification)
  - Accéder à des ressources pertinentes pour gérer les situations d'illettrisme en milieu professionnel
  - Accéder à un accompagnement personnalisé sur cet enjeu, par son Opco et/ou un chargé de mission régional de l'ANLCI pour définir un plan d'action
  - Sensibiliser l'encadrement de proximité sur ce sujet et sur les modalités de prise en charge des salariés concernés.

## 2.3 Sous-traitance

Si une partie des prestations est sous-traitée, dès la candidature ou lors de l'exécution du marché, chaque candidat ou Titulaire s'engage à informer et à faire respecter la condition d'exécution relative à la lutte contre l'illettrisme par ses sous-traitants de premier rang, qui sont également tenus de la mettre en œuvre.

En tant que candidat ou Titulaire, il reste responsable de l'exécution de la clause sociale relative à la lutte contre l'illettrisme. Il lui appartient donc de responsabiliser ses sous-traitants sur le respect de ces engagements dans le cadre du contrat de sous-traitance.

## 2.4 Contrôle et pénalité

Le titulaire, et ses sous-traitants de premier rang éventuellement, transmet au facilitateur des clauses sociales désigné ci-dessous l'attestation Evagill de réalisation du diagnostic de prévention pour la gestion de l'illettrisme en entreprise, **dans les trois mois** suivant la notification du contrat ; et tout acte de nature à justifier d'un échange avec son Opco ou le chargé de mission régional de l'ANLCI.

BARBE Suzon  
[sbarbe@creativ21](mailto:sbarbe@creativ21)  
06 77 63 59 37

Ils s'engagent également à apporter la preuve à INRAE de cette transmission, en mettant en copie lors de l'envoi, Madame Rossignol à l'adresse [veronique.rossignol@inrae.fr](mailto:veronique.rossignol@inrae.fr)

En cas de non-transmission, de transmission partielle ou de transmission tardive de l'attestation Evagill de réalisation du diagnostic de prévention pour la gestion de l'illettrisme en entreprise, dans les délais impartis, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 300 euros par attestation non transmise.

Les préconisations personnalisées éventuellement communiquées par l'ANLCI au titulaire ou à ses sous-traitants de premier rang sur la gestion des situations d'illettrisme dans le cadre de cette démarche, ne sont pas communiquées à INRAE, et leur mise en œuvre reste au libre choix du titulaire.

### **ARTICLE 3- DOCUMENTS RÉGISSANT LE MARCHÉ**

Le présent marché est soumis au code de la Commande Publique.

Les documents contractuels sont les suivants, dans l'ordre décroissant de priorité pour chaque lot :

- ✓ L'acte d'engagement
- ✓ Le Bordereau des Prix Unitaires
- ✓ Le Détail Quantitatif Estimatif pour la partie « forfait annuel »
- ✓ Le CCTP
- ✓ Le présent CCAP
- ✓ Le CCAG-FCS de l'arrêté du 30 mars 2021 publié le 1<sup>er</sup> avril 2021
- ✓ Le Cadre de Réponse Technique du soumissionnaire

Le marché est établi en un seul exemplaire original. Il est conservé par l'acheteur et fait seule foi en cas de contestation.

### **ARTICLE 4- DURÉE DU MARCHÉ**

Chaque lot a une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026. Chacun est renouvelable par tacite reconduction, 3 fois pour une durée d'un an, soit une durée maximum de 4 ans.

### **ARTICLE 5 - PRIX**

#### **5.1 Contenu des prix**

Chaque accord-cadre à bons de commande a un montant minimum : le montant issu du forfait annuel (chiffré dans le DQE) correspondant aux prestations qui seront exécutées sur une année.

Les autres prestations complémentaires seront commandées en fonction des besoins.

Lot 1 : Montant maximum sur la durée totale du marché : 1 500 000 euros HT

Lot 2 : Montant maximum sur la durée totale du marché : 150 000 euros HT

Les prix sont réputés complets et comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement l'exécution des prestations, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les

marges bénéficiaires.

## **5.2 Révision des prix**

Les prix des prestations figurant dans l'acte d'engagement sont révisés selon les modalités décrites ci-après.

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de remise de l'offre définitive.

### **5.2.1 Formule de révision**

Les prix sont fermes la 1<sup>ère</sup> année du marché puis révisés chaque 1<sup>er</sup> janvier de nouvelle année, la première révision intervenant le 1<sup>er</sup> janvier 2027.

La révision se fait par référence aux indices au moyen de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0.15 + 0.70 \times (I / I_0) + 0.15 \times (J/J_0)]$$

Dans laquelle :

**P** : prix révisé ;

**P<sub>0</sub>** : prix initial du marché

**I<sub>0</sub>** : valeur du dernier indice trimestriel connu le premier jour du mois de la remise de l'offre définitive (appelé mois zéro) et publié sur le site internet de « Le Moniteur », Indices de prix à la production - Prestations commercialisées sur le marché français par les services aux entreprises - Nomenclature CPF - Services de nettoyage, marché public, identifiant 010766785

<https://services.lemoniteur.fr/indices-index/d64a3dc9-c753-4143-9023-9548cbd01808>

**I** : dernier indice trimestriel connu à la date de révision et publié sur le site internet de « Le Moniteur », Indices de prix à la production - Prestations commercialisées sur le marché français par les services aux entreprises - Nomenclature CPF - Services de nettoyage, marché public, identifiant 010766785

<https://services.lemoniteur.fr/indices-index/d64a3dc9-c753-4143-9023-9548cbd01808>

**J<sub>0</sub>** : valeur du dernier indice connu le premier jour du mois de la remise de l'offre définitive (appelé mois zéro) et publié sur le site internet de l'INSEE, Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 20.41 – Savons, détergents et produits d'entretien toutes zones – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010765172

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765172#Revision>

**J** : valeur du dernier indice connu le premier jour du mois de la remise de l'offre définitive (appelé mois zéro) à la date de révision et publié sur le site internet de l'INSEE, Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 20.41 – Savons, détergents et produits d'entretien toutes zones – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010765172

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765172#Revision>

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

### **5.2.2 Clause de sauvegarde**

Si la hausse du prix annuelle excède **4%** après application de la formule de révision, le marché peut

être résilié par l'Acheteur sans préavis et sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité par dérogation aux articles 10.2 du C.C.A.G. FCS.

### **5.3 - Modalités de règlement des comptes**

Par application de l'article 98-1° du Code des Marché Publics modifié, le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites. En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format PDF sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le Titulaire dans son offre.

### **ARTICLE 6 - BONS DE COMMANDES**

Les prestations feront l'objet de bons de commandes conformément aux article R.2162-1 à 6 et R.2162-13 et 14 du code de la Commande Publique.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre conformément à l'article R2162-5 du Code de la commande publique.

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande, ou dans les cas d'urgence, par simple appel téléphonique de la part du pouvoir adjudicateur, cet appel étant confirmé par courriel et par bon de commande.

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par le service et qui comporteront :

- La référence au marché ;
- La désignation de la prestation ;
- La quantité commandée ;
- Le lieu d'exécution ou de livraison ;
- La date de commencement des prestations ;

## **ARTICLE 7 - RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **7.1 Reprise du personnel**

Le Titulaire est tenu à une obligation de reprise du personnel actuellement affecté à l'exécution de l'accord-cadre en cours conformément aux conventions collectives applicables ainsi qu'aux règles d'usage de la profession.

La liste anonymisée du personnel à reprendre avec conditions de salaires correspondantes est jointe au dossier de consultation des entreprises (DCE) dans le cadre de réponse technique du présent CCAP. Le Titulaire est réputé avoir pris en compte dans son offre toutes les contraintes ou sujétions y afférents et ne peut arguer de l'absence ou de l'insuffisance d'informations postérieurement à la conclusion du marché pour s'exonérer de ses obligations.

Dans un délai de 6 mois maximum avant la date de fin du marché, ou le cas échéant, dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la demande expresse de INRAE, le Titulaire communiquera à INRAE les informations relatives à la masse salariale du moment, notamment son coût, le nombre de salariés à reprendre (sans mentionner les noms et prénoms), la nature des contrats à reprendre, les avantages dont disposent les personnels, leur expérience, leur ancienneté, leur qualification, ainsi que le temps de présence sur site.

Le Titulaire du marché est seul responsable des informations communiquées à l'établissement.

Le non-respect de cette obligation pourra entraîner la résiliation directe de l'accord-cadre, sans mise en demeure ni délai d'exécution et sans indemnité, par dérogation à l'article 41.2 du CCAG FCS.

### **7.2 Conditions de travail**

#### **7.2.1 Mesures de sécurité – plan de prévention**

Le Titulaire s'engage à prendre connaissance et à se conformer à l'ensemble des mesures de sécurité de l'Acheteur en application de l'article R 237-8 du code du travail et des dispositions de l'arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit **un plan de prévention**.

Lors de l'état des lieux initial, le Titulaire et l'Acheteur effectuent une inspection commune des lieux de travail afin de délimiter les secteurs d'intervention, les zones à risque, les voies de circulation du personnel.

Le Titulaire s'engage à transmettre l'original papier dudit plan de prévention dans un délai maximum de deux semaines suivant la date de l'état des lieux initial. Ce plan de prévention est rédigé par

l'Acheteur, et contresigné par les sous-traitants le cas échéant.  
Le plan de prévention sera actualisé chaque nouvelle année.

### **7.2.2 Tenue vestimentaire du personnel et accessoires**

Le personnel de l'entreprise Titulaire doit porter une tenue de travail adaptée.

Il est porteur d'un badge ou d'une carte professionnelle déclinant son identité, sa qualité professionnelle et la raison sociale de l'entreprise.

### **7.2.3 Comportement du personnel**

Le personnel du Titulaire doit se conformer aux dispositions décrites dans le présent C.C.A.P.

Le Titulaire est responsable de la discipline, du respect des consignes et de la réglementation par ses employés.

## **ARTICLE 8 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les manquements réitérés du Titulaire à ses obligations seront appréciés au regard du suivi de qualité trimestriel. Ainsi, le Titulaire ne peut se soustraire de participer aux réunions de bilan annuel organisées par INRAE.

## **ARTICLE 9 - PENALITES**

### **9.1 Pénalités de retard concernant la non réalisation de prestation**

En cas de non réalisation de la prestation du jour découverte par INRAE de façon inopinée, INRAE s'autorise :

- A défalquer le montant de ladite prestation non réalisée de la facture du mois, et se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 50 € par jour ouvré jusqu'à réalisation de la dite prestation.

### **9.2 Pénalités de retard concernant l'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS,

A l'issue des contrôles Qualité qui auront été effectués en présence du Titulaire, INRAE se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de **50 €** par jour calendrier par non-conformité, si celle-ci n'a pas été corrigée dans le délai donné lors de la restitution du contrôle.

INRAE se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité d'un montant de **50 €** par semaine de retard dans l'exécution des prestations planifiées annuellement. Cette pénalité sera déduite de la facture du mois suivant la constatation.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, il n'y a pas d'exonération de pénalité, quel que soit



leur montant.

### **9.3 Pénalités concernant le retard dans la remise des documents**

INRAE se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de **50 €** par semaine de retard dans la remise des documents prévue à la suite de la notification du marché

### **9.4 Pénalités concernant une rupture de stock des consommables**

INRAE se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité d'un montant de **50 €** en cas de rupture de stock des consommables pour un bâtiment. Cette pénalité sera déduite de la facture du mois suivant la constatation.

### **9.5- Pénalités pour non-respect de l'engagement social**

En cas de non-transmission, de transmission partielle ou de transmission tardive de l'attestation Evagill de réalisation du diagnostic de prévention pour la gestion de l'illettrisme en entreprise, dans les délais impartis, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de **300 €** par attestation non transmise.

A l'issue du bilan annuel de l'année écoulée, où le Titulaire présente les formations réalisées par son personnel, INRAE se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de **100 €** par agent du Titulaire qui n'aurait pas eu la proposition de formation programmée l'année précédente dans le plan de formation transmis.

### **9.6- Pénalités pour perte de badges, clés et/ou passes**

INRAE se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité d'un montant forfaitaire :

- **50 €** par badge manquant, pendant la durée du marché ou après son terme.
- **50 €** par clé manquante pendant la durée du marché ou après son terme.
- **150 €** par passe manquant pendant la durée du marché ou après son terme.

De plus, INRAE se réserve la possibilité de facturer au Titulaire du marché sans que celui-ci puisse émettre la moindre contestation tous les coûts directs ou indirects rendus nécessaires dû à la perte :

- du remplacement de la ou des cylindres des serrures et de la ou des nouvelles clés liées à chaque clé perdue ;
- du remplacement de toutes les cylindres des serrures de l'organigramme et des nouvelles clés et passe, dans le cas de la perte d'un « passe ».

### **9.7- Pénalités pour non-respect pour absence de matériel d'entretien déclaré**

Si INRAE constate que le matériel déclaré au moment de l'offre n'est pas intégralement présent sur site sans que le Titulaire ne l'en ait préalablement informé ; INRAE se réserve la possibilité de demander au Titulaire de régulariser la situation sous 10 jours à compter de la constatation.

Au-delà de 10 jours, INRAE se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de **50 €** par jour calendaire de retard jusqu'à régularisation de la situation. Cette pénalité sera appliquée sur la facture du mois suivant la constatation.

## **ARTICLE 10- AVANCE**

Selon l'article R.2191-3, du code de la commande publique, l'acheteur accorde une avance pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée supérieure à deux mois.

Le souhait de bénéficier ou non de l'avance sera formulé dans l'acte d'engagement par le candidat.

INRAE choisit l'option B, définie dans l'article 11.1 du CCAG-FCS 2021. Dès lors, selon l'article R.2191-7, si le Titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond à 10% pour les TPE et PME et 5% pour les autres.

Conformément à l'article R.2191-17, l'avance sera accordée en une seule fois sur la base du montant du forfait annuel qui constitue le minimum du marché.

Conformément à l'article R.2191-15, l'avance, si elle est demandée, sera versée au titulaire pour chaque reconduction, mais, selon l'article R.2191-9, son montant ne pourra être affecté par la mise en œuvre de la clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant TTC du marché et sera totalement remboursée à 80% d'exécution.

## **ARTICLE 11 - ASSURANCE**

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le Titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage à remettre en main propre cette attestation d'assurance lors de l'état des lieux initial.

## **ARTICLE 12 - RESILIATION**

Les conditions de résiliation du marché appliquent les dispositions du chapitre VI du CCAG fournitures courantes et services et des articles 38 à 45 du CCAG-FCS. En particulier, le refus de produire en cours de marché les pièces prévues à l'article R324-4 du code du travail, ainsi que le refus d'augmenter les garanties de la police d'assurance civile, exposent le Titulaire à une résiliation à ses torts exclusifs. La personne responsable du marché peut résilier le marché aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre au versement d'indemnités en cas de défaut d'exécution du marché caractérisé notamment par l'inexécution par le Titulaire de ses obligations dans les délais contractuels. Cette résiliation ne peut intervenir qu'après l'émission par lettre recommandée d'une mise en demeure restée infructueuse. Il est en outre prévu la résiliation du marché au cas où plus de 3 pénalités seraient appliquées au cours de la même année civile.

### **ARTICLE 13 - LITIGES**

En cas de différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige. A défaut d'accord, le tribunal administratif de Dijon est seul compétent.

### **ARTICLE 14 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

L'article 5.2.2 déroge à l'article 10.2 du CCAG-FCS.

L'article 7.1 déroge à l'article 41.2 du CCAG FCS

L'article 9 déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS.

Lu et approuvé

Date, cachet et signature du candidat